



## COMMUNIQUE

# **Monsieur le Président, il faut respecter la Constitution dont vous êtes le garant !**

Non content de rétablir des rencontres institutionnalisées avec les représentants des cultes, au mépris du principe de séparation des Églises et de l'État, Monsieur le président, vous avez déclaré aux Bernardins à l'invitation de la Conférence nationale des évêques de France, le 9 avril 2018, qu'il fallait « réparer » le lien entre l'Église et l'État qui aurait été « abîmé ».

Non vous ne pouvez pas « réparer » un lien « abîmé » avec l'Église catholique, car la République laïque n'a de lien ni avec elle, ni avec aucun culte.

Non vous ne pouvez pas imposer aux citoyens une priorité donnée aux représentants des cultes dans les débats de société, alors que ceux-ci ne cessent de clamer leur opposition aux libertés chèrement conquises.

Non, vous ne pouvez pas bafouer aussi ouvertement les citoyens de la République laïque en affirmant que seule la religion peut donner du sens à leur vie.

Non, vous ne pouvez pas redonner à l'Église catholique un poids politique que la loi de séparation du 9 décembre 1905 lui a fait perdre, afin de préserver la liberté de conscience de tous.

En un mot, Monsieur le Président, respectez la laïcité, c'est-à-dire les choix de croyances et de conviction de chacun et le bel idéal d'émancipation qu'il vous revient de mettre en œuvre dans la République.

Paris, le 10 avril 2018

Françoise Laborde, Présidente, [f.laborde@senat.fr](mailto:f.laborde@senat.fr)  
Martine Cerf, Secrétaire générale, [martinecerf@orange.fr](mailto:martinecerf@orange.fr)